

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 05/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TERRALIA**

Bois de Linière  
58160 La Fermeté

Références : 250191  
Code AIOT : 0025100019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement TERRALIA, implanté au lieu-dit « Linière » - 58160 La Fermeté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à un appel téléphonique reçu le matin même d'un plaignant signalant de fortes odeurs sur la commune d'Imphy. L'inspection s'est rendue sur la commune d'Imphy et a constaté la nuisance olfactive avant de se rendre sur l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRALIA
- « Linière » - 58160 La Fermeté
- Code AIOT : 0025100019

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site inspecté est une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Terralia (groupe PAPREC).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Aménagements permettant de limiter la diffusion d'odeurs	Arrêté Préfectoral du 03/07/2012, article 3.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nuisance olfactive a été constatée par l'inspection des installations classées. L'exploitant devra se justifier et mettre les actions correctives nécessaires en place.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.  Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les différents ouvrages susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.  Une couche de matériaux de recouvrement est régulièrement étalée, au fur et à mesure, sur casier bioréacteur en cours d'exploitation où sont entreposés les déchets. À défaut, ceux-ci doivent être bâchés.

<p>Un bilan de l'impact olfactif du site est réalisé chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est fait état des éventuelles plaintes reçues, dysfonctionnements ayant généré des odeurs et moyens de traitement mis en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des odeurs assez fortes ont été constatées par l'inspection aux alentours de 9 h 45 sur la commune d'Imphy, rue des Commes. Ces odeurs étaient caractéristiques des déchets de l'exploitation de l'ISDND.</p> <p>L'inspection s'est alors rendue sur le site de l'ISDND.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il avait également reçu la plainte par texto (une ligne est mise à disposition des riverains). Il indique que les employés avaient fait une ronde vers 7 h 30 et n'avaient constaté aucune odeur.</p> <p>Pendant la présente inspection, les employés sont retournés faire une ronde sur la commune d'Imphy (vers 10 h) et n'ont pas constaté d'odeurs. En quittant le site vers 10 h 30, l'inspection est retournée sur la commune d'Imphy et n'a pas constaté d'odeurs.</p> <p>En demandant à l'exploitant quelles seraient les causes de ces odeurs, celui-ci explique qu'une dizaine de camions attendaient devant le portail avant l'ouverture du site. Ainsi, un gros afflux de déchets en début de matinée serait responsable des odeurs senties.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit expliquer ses nuisances et mettre en place les actions correctives adéquates.</p> <p>L'exploitant doit également justifier des mesures mises en œuvre pour limiter les nuisances olfactives et fournir à l'inspection son dernier bilan de l'impact olfactif du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Aménagements permettant de limiter la diffusion d'odeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2012, article 3.1.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les nouveaux casiers bioréacteurs qui seront exploités devront être entourés et équipés [...] ainsi que d'un système de brumisateur à une hauteur minimum de deux mètres sur au moins une face permettant de neutraliser les odeurs. En fonction de son efficacité, le système de brumisateur pourra être étendu sur l'ensemble des filets. Ce dispositif (filet brise-vent et brumisateur) sera installé le long de la digue du casier et ceinturera aussi l'aire de déchargement des camions.[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que les molécules diffusées ont une efficacité reconnue sur les composés olfactifs et ne présentent pas de risques sur la santé.</p> <p>Tout changement dans les modalités de diffusion (nature, concentration, durée de diffusion) doit recueillir l'accord des riverains et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>

<b>Constats :</b>
Les dispositifs de brumisation n'ont pas été vus par l'inspection le jour de la présente visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit justifier des modalités de diffusion du jour de la présente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois